



Congrès d'orientation annuel du Groupe des 78

La lutte croissante entre la démocratie et la libéralisation économique mondiale

Du 23 au 25 septembre 2011

Salon Brittany, Hôtel Cartier Place Suite, 180, rue Cooper, Ottawa

CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS

Résumé des Positions

1. Adopter un modèle d'économie sociale de marché
2. Poursuivre des politiques budgétaires contra cycliques
3. Reconstruire l'économie réelle
4. Intégrer les marchés à la société
5. Réinvestir dans la société civile
6. Améliorer la justice sociale
7. Investir dans l'éducation
8. Réduire les dépenses militaires
9. Réformer le système de gouvernance économique internationale
10. Réguler les transactions financières.
11. Promouvoir des politiques étatiques de développement
12. Soutenir la démocratie globale

1. Adopter un modèle d'économie sociale de marché

- ❖ Reconnaissant la diversité des types de capitalisme pratiqués à travers le monde, nous avons besoin d'un modèle de capitalisme qui n'a pas comme seul objectif la croissance économique sans entraves et le profit.
- Ainsi, nous en appelons à l'adoption d'un nouveau modèle économique dans lequel la recherche de la compétitivité et de l'efficacité serait au service du bien-être et économique et social des citoyens.

2. Poursuivre des politiques budgétaires contra cycliques

- ❖ Afin de lutter contre l'instabilité économique chronique qui a résulté de la dérégulation des marchés, les gouvernements doivent établir un cadre de régulation qui permet une gestion plus équilibrée de l'économie.
- Nous en appelons à l'adoption de politiques économiques keynésiennes afin de pallier aux conséquences les plus négatives du capitalisme.

3. Reconstruire l'économie réelle

- ❖ La priorité accordée à l'économie réelle plutôt qu'à l'économie financière apportera des emplois et une croissance plus stable et durable.
- Nous demandons au gouvernement du Canada de reconstruire notre infrastructure économique et de promouvoir le développement robuste des secteurs industriels et technologiques de notre économie, en utilisant, parmi d'autres, des mécanismes comme la Banque de développement du Canada.

4. Intégrer les marchés à la société

- ❖ La gestion de l'économie canadienne doit être faite plus démocratiquement.
- Nous en appelons à l'adoption d'un modèle de partenariat social qui obligerait le gouvernement à consulter systématiquement le monde du travail, des affaires et la société civile, pour tout ce qui à trait aux politiques socio-économiques.

5. Réinvestir dans la société civile

- ❖ Les récentes coupes dans les subventions allouées aux organisations de la société civile ont réduit la capacité de tous les citoyens, et plus particulièrement des jeunes, à participer à la gouvernance économique, d'autant plus que ces coupes ont été dirigées de façon disproportionnées contre les organisations émettant des critiques à l'encontre du gouvernement actuel.
- Nous en appelons à la restauration et à l'augmentation des subventions publiques pour l'ensemble des organisations de la société civile.

6. Améliorer la justice sociale

- ❖ Depuis 40 ans, les inégalités sociales, de richesse et d'opportunité sont allées en s'accroissant, et ont eu pour conséquence la stagnation ou la diminution du revenu réel de la majorité des Canadiens.
- Nous en appelons à l'inversion de cette tendance par l'adoption de politiques économiques et sociales appropriées.

7. Investir dans l'éducation

- ❖ Nous affirmons qu'il est nécessaire d'investir pour le futur en supportant l'éducation et le développement de la jeunesse.
- Nous exhortons le gouvernement canadien, à tous les niveaux, d'augmenter le financement du système d'éducation publique et à s'assurer qu'un enseignement de qualité soit délivré à tous les canadiens.

8. Réduire les dépenses militaires

- ❖ L'augmentation des dépenses militaires observées ces dernières années a réduit la capacité du gouvernement à investir dans le domaine économique et social, pourtant prioritaire aux yeux des citoyens canadiens.

- Nous en appelons à la réduction des dépenses militaires et à la réorientation de celles-ci vers les capacités de défense et de maintien de la paix.

9. Réformer le système de gouvernance économique internationale

- ❖ Nous avons besoin d'une économie globale dans laquelle tous les états nations sont renforcés, encouragés, et assistés dans leurs efforts pour rester sur la voie du plein-emploi et de la croissance.
- Nous préconisons pour la gouvernance économique mondiale la création d'un nouveau cadre institutionnel mondial qui se baserait sur les principes du système de Bretton Woods.

10. Réguler les transactions financières

- ❖ Nous croyons que la spéculation financière fait peser un lourd fardeau aux économies et aux sociétés en augmentant l'incertitude, la mauvaise allocation des ressources et en créant de forts disparités dans les revenus.
- Nous pressons le gouvernement Canadien de travailler avec la communauté internationale afin de développer des mesures efficaces permettant faire cesser cette pratique.

11. Promouvoir des politiques étatiques de développement

- ❖ Nous devons permettre aux pays en voie de développement de se développer de façon plus autonome et indépendante.
- En matière d'aide au développement, nous demandons au gouvernement canadien d'appliquer le principe de subsidiarité, afin que les pays bénéficiaires soient plus en mesure de bâtir leur futur, de façon démocratique et en accord avec leurs valeurs et priorités.

12. Soutenir la démocratie globale

- ❖ Il est important de reconnaître que la démocratie peut prendre des formes multiples et qu'elle doit être respectée même si elle ne se conforme pas aux valeurs politiques du gouvernement canadien au pouvoir.
- Nous préconisons donc que notre politique étrangère soit guidée par le respect scrupuleux du droit international et du principe d'auto-détermination des peuples, et que toute intervention soit strictement en accord avec ces principes.

Le Groupe Des 78
145, rue Spruce, Bureau 206
Ottawa, Ontario K1R 6P1

(613) 230-0860
fax: (613) 563-0017
email: group78@web.net
web: www.group78.org